

Rwanda. Les génocidaires acclamaient l'opération « Turquoise »

Camille Bauer

L'Humanité, 9 avril 2004

Le 22 juin 1994, les responsables du massacre accueillent les militaires français aux cris de « *vive la France, vive Mitterrand !* ». En ce mois de juillet 1994, la France contemple, émue, les photos qui s'étalent dans la presse de nos soldats sauvant des rescapés du génocide. En appelant à l'intervention de nos troupes au Rwanda le 18 juin, le président Mitterrand n'avait pas lésiné sur les termes : « *C'est désormais une question d'heures et de jours.* » Mais lorsque nos troupes débarquent au Rwanda, officiellement le 22 juin, après avoir reçu le mandat de l'ONU, ils sont accueillis par les auteurs des massacres, aux cris de « *vive la France, vive Mitterrand !* ». Diffusée par les radios extrémistes dans tout le pays, la nouvelle du déploiement imminent des Français dans le cadre de « *Turquoise* » suscite l'enthousiasme : « *À Kigali, les forces de défense (l'armée gouvernementale rwandaise et les miliciens Interahamwe - NDLR) étaient folles de joie à la perspective d'un sauvetage imminent par les Français* », raconte le général canadien Dallaire (1), ajoutant : « *Ce renouveau d'espoir et de confiance eut une autre conséquence : il ranima la chasse aux survivants du génocide.* »

Un collaborateur de celui qui avait

alors en charge la mission de l'ONU au Rwanda l'informe en juillet que, dans au moins un secteur de la « *zone de protection humanitaire* » (ZPH, située à l'ouest du pays où les Français s'installent), les milices « *aident les Français au maintien de l'ordre* » et qu'« *il y a toujours des barrages routiers habituellement tenus par la gendarmerie* ».

Dès le 26 juin, le colonel Henry, membre de l'équipe de Dallaire, rencontre Augustin Bizimungu, un des leaders extrémistes, qui lui annonce que le gouvernement provisoire (GIR) va se retirer à Gisenyi, en pleine ZPH. Il sera suivi par la Radio-télévision des Milles Collines (RTML) qui continue ses appels aux meurtres depuis cette zone sans que les autorités françaises jugent opportun de la suspendre.

À Paris, l'idée de soutenir l'armée rwandaise en déroute dans la perspective d'une reconquête du pays a été défendue dans les plus hautes sphères de l'État. Interrogé par Patrick de Saint-Exupéry (2), un militaire aurait confirmé que « *dans les premiers jours, il était envisagé d'aller jusqu'à Kigali. Ces ordres ont été annulés au dernier moment* ». Cette tentative jusqu'aboutiste semble avoir été connue à l'ONU puisque les patrons du général Dallaire ont jugé utile de préci-

ser, la veille du vote du Conseil de sécurité autorisant le déploiement de « *Turquoise* », : « *Nous ne croyons pas que les Français proposeront d'établir leur présence à Kigali, mais, s'ils le font, veuillez nous en informer immédiatement afin que nous tentions de les persuader du contraire.* » L'ordre de mission du 22 juin émanant de l'état-major traduit cette ambiguïté. Outre le fait qu'il mentionne « *le pays hutu* », il se donne pour objectif « *d'affirmer auprès des autorités locales (.) notre neutralité et notre détermination à faire cesser les massacres (...) en les incitant à rétablir leur autorité* ». Mais de quelle autorité s'agit-il, alors que le génocide dure depuis trois mois et qu'il est internationalement reconnu ? Comme s'est interrogé le président de Médecins sans frontières (MSF), Jean Hervé Bradol, dans son témoignage devant la mission parlementaire : « *Comment prétendre conduire une opération militaire neutre ?* » D'ailleurs, l'opération « *Turquoise* » était composée d'élites combattantes et dotée d'un armement propre au combat - avions Jaguar et Mirage, blindés, mortiers -,

alors qu'elle manquait du matériel nécessaire à une mission humanitaire.

Ajoutons, enfin, qu'au sein de son état-major se trouvaient de nombreux officiers ayant entraîné l'armée rwandaise à partir de 1990. Certains d'entre eux n'ont pas fait mystère de leurs intentions. Le colonel Tazuin, qui dirigeait la région ouest de l'opération « *Turquoise* », se vantait en juillet 1994 d'être prêt à « *casser les reins du FPR* »... Autre confiance de Roméo Dallaire : à deux reprises, c'est par l'intermédiaire de l'état-major français qu'il pourra rencontrer Augustin Bizimungu, alors chef d'état-major des forces armées rwandaises, qui prirent une part active au génocide des Tutsi. Il précise même dans son livre que les officiers supérieurs français lui avaient demandé de se montrer discret sur le rôle d'intermédiaire qui était le leur.

Camille Bauer

(1) Roméo Dallaire, *J'ai serré la main du diable*, Libre Expression, 2003.

(2) Patrick de Saint-Exupéry, *l'Inavouable, la France au Rwanda*, les Arènes, mars 2004.